



HAL
open science

Lorsque les sujets se jouent de l'objet : production sexuelle et consommation dans les maisons closes de Bolivie

Pascale Absi

► **To cite this version:**

Pascale Absi. Lorsque les sujets se jouent de l'objet : production sexuelle et consommation dans les maisons closes de Bolivie. A quoi et comment dépenser son argent ? : hommes et femmes face aux mutations globales de la consommation, L'Harmattan, pp.229-249, 2011. ird-00790718

HAL Id: ird-00790718

<https://ird.hal.science/ird-00790718>

Submitted on 20 Feb 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LORSQUE LES SUJETS SE JOUENT DE L'OBJET : PRODUCTION SEXUELLE ET CONSOMMATION DANS LES MAISONS CLOSES DE BOLIVIE

Pascale ABSI

Quand il s'agit de dénoncer les effets délétères du marché, la prostitution est souvent présentée comme le symptôme emblématique de la propension du capitalisme à tout convertir en marchandise, y compris les personnes. Marx, déjà, avait utilisé la relation prostitutionnelle comme métaphore de l'aliénation marchande des travailleurs¹ : une image dont l'écho se retrouve aujourd'hui dans la conception libérale de la main-d'œuvre comme capital humain, consommable, à adapter aux besoins de la demande. Parce que c'est le corps lui-même qui, au-delà de la force de travail, est l'enjeu de la transaction, la prostitution pousserait à l'extrême la réification des personnes (Zorgiannou, 2009 : 3). Sur le marché du sexe, des individus seraient produits et objectifiés comme des marchandises. Dans le cas des femmes, ce processus est renforcé par la conception du désir masculin comme un besoin naturel, distinct de la libido féminine à laquelle il s'impose, y compris hors de la prostitution. L'expression « consommer le mariage » ne signifie-t-elle pas avant tout la défloration du sexe féminin ?

Bien sûr la prostitution n'a pas attendu le capitalisme. Cependant dans un contexte mondial de précarisation de l'emploi et des revenus des femmes et alors que celles-ci se retrouvent de plus en plus souvent seules à assumer une charge de famille, la multiplication du nombre des prostituées confirme que les femmes sont les premières victimes des inégalités que vient conforter l'économie de marché. La prostitution ne ferait donc qu'approfondir

1. *“Prostitution is only a specific expression of the general prostitution of the laborer”* (Karl Marx in *Economic and Philosophic Manuscripts of 1844*, cité par Van der Veen, 2001 : 71).

l'objectification des femmes comme objets obligés du désir masculin d'une part, comme individus limités dans leur agentivité par leur subordination sociale et économique de l'autre. Par un effet domino, leur aliénation sur le marché du sexe atteindrait la dignité de l'ensemble des femmes (Radin, 1996, 2005).

Alors, comment entendre la réclamation d'un nombre croissant d'associations de prostitués qui militent en faveur de l'extension du statut et des droits du travail à la prostitution ? Comment un sujet politique peut-il surgir de la revendication d'un statut qui le place en objet ? Au-delà de la défense des intérêts immédiats des personnes prostituées, force est de constater que cette demande mobilise une expérience et une conception de la relation prostitutionnelle contraires à celles d'une marchandisation réifiante.

Après un rapide exposé des limites analytiques de l'image d'un marché du sexe mettant aux prises un sujet consommateur (le client) et un objet de consommation (la personne prostituée), nous nous attacherons à l'expérience des femmes des maisons closes de Bolivie et à ce qui, dans leur pratique, leur permet de tenir à distance les risques de l'objectification pour se poser en sujets de la transaction économique-sexuelle. Plus encore, en leur offrant de devenir elles-mêmes consommatrices, les revenus de la prostitution favorisent l'affirmation de leur statut de sujet social auparavant mis à mal par leur subordination en tant que femmes, filles, mères et épouses.

La vente de services sexuels comme aliénation du soi ?

À la vision d'individus consommables et consommés s'oppose donc celle de la prostitution comme vente et métier de service sexuel. Cette dernière met l'accent sur l'homologie de la transaction prostitutionnelle avec ce qui, dans d'autres contextes, classe sans problème des activités dans le champ du travail. La prostitution rejoint alors les métiers de services à la personne (Parent et Bruckert, 2005 ; Parent, Bruckert, Corriveau, Nengeh Mensah et Toupin, 2010) et ceux qui, comme le travail intellectuel ou émotionnel, engagent la subjectivité avant la force de travail (Chapkis, 1997). On y repère ce qui permet à la sociologie d'identifier l'existence d'une profession : des apprentissages, des compétences et des savoir-faire reconnus, une licence... (voir par exemple : Pryen, 1999). L'aliénation comme caractéristique du travail devient par là même un argument en faveur de la professionnalisation de la prostitution.

En refusant d'accorder à la dimension sexuelle de la prostitution un rôle déterminant, créateur d'une expérience marchande distincte de la vente conventionnelle de force de travail, cette approche contourne sans vraiment le contredire l'argument principal des opposants à la professionnalisation. Pour ces derniers, la prostitution est d'abord une atteinte à l'intégrité des femmes contraintes de se soumettre à un désir non partagé. Au-delà, c'est

l'objet même de la vente qui apparaît souillé par sa marchandisation. La sexualité, comme d'autres expériences associées au soi (la grossesse, le don d'organe...) devrait être tenue à l'écart du marché pour protéger les valeurs humaines qu'elles sont censées incarner (l'enfantement, l'altruisme, l'amour...) et qui ne devraient en aucun cas devenir « consommables ». Cependant, si l'opposition entre l'échange sexuel marchand et une sexualité gratuite, égalitaire et réciproque, où aucun des partenaires ne gagnerait, ni ne perdrait, reste idéale, elle ne correspond pas à la réalité. Comme l'a magistralement démontré Paola Tabet (2005), la sexualité féminine est historiquement construite comme un échange economico-sexuel. Par ailleurs, les sphères de l'intime et de la rationalité économique ne sont jamais totalement séparées (Zelizer, 2005).

Ainsi, la frontière entre ce qui peut légitimement être marchandisé et ce qui ne devrait pas l'être n'est pas donnée en soi. Elle dépend de notre compréhension des rôles de genre. La transgression de la prostitution est d'autant plus forte qu'elle heurte la construction sociale du sexe de la femme comme objet sacré. En ce sens, Pierre Bourdieu (1994 : 2) interprète l'amour vénal comme une inversion sadienne de l'échange lévi-straussien des femmes comme biens symboliques. On pense aussi au cas des mères porteuses où le trouble ne surgit pas seulement de l'exploitation potentielle mais de la subversion du rôle maternel alors que la disjonction de la mère sociale et de la mère biologique et le transfert d'enfant – rémunéré directement ou non – sont courants dans beaucoup de sociétés (Selim, 2009 : 4). Finalement, le scandale de la prostitution féminine tient donc aussi au fait que les femmes sont considérées comme les principales garantes des valeurs qu'abriterait cette part de l'expérience humaine qui devrait être tenue à l'écart de la marchandisation. Une des raisons de la condamnation de la prostitution renvoie ainsi à l'attribution d'une valeur particulière, pensée comme naturelle, à la sexualité féminine. De fait, l'engagement des corps masculins, en tant que prostitués ou clients, ne possède pas la même dimension transgressive.

Plus encore que celle des hommes, la sexualité des femmes – perçue comme plus émotionnelle et subjective que l'impétueuse libido masculine – ne pourrait être séparée du soi. Vendre sa sexualité équivaldrait automatiquement à vendre quelque chose de sa personne. Pour contrer ce risque, les prostituées n'auraient d'autre issue que de se morceler afin de tenir à distance cette part d'elles-mêmes mise en danger par l'acte de vendre du sexe. Ce morcellement est souvent décrit par la littérature sur la prostitution comme ayant des répercussions néfastes, notamment l'impossibilité de mener une vie amoureuse et sexuelle satisfaisante dans et hors de la prostitution. Les travaux de Marjolein Van der Veen (2001) questionnent l'essentialisme de cette perception d'une imbrication de la

sexualité et du soi (qu'elle nomme le *self*). Le soi est ici perçu comme « une essence unifiée qui constitue la totalité de l'individu et qui, dans son état « normal », ne peut être séparé, fragmenté ou décentré » (*op. cit.* : 35, notre traduction). Cette théorie du soi unifié est incapable de restituer la complexité des diverses sexualités et subjectivités. De fait, et contrairement à l'idée énoncée plus haut, les femmes des maisons closes de Potosi ne témoignent pas de difficultés sexuelles et amoureuses particulières et la jouissance lors d'une passe est un motif récurrent de leurs conversations. Plus encore, je m'attacherai à démontrer que c'est l'engagement de quelque chose du soi qui permet aux femmes de se construire comme sujets à tout moment de l'échange économique-sexuel et donc, de mieux vivre l'expérience de la prostitution.

L'image simplificatrice de « marché du sexe »

Si les femmes peuvent, sous certaines conditions, y exister comme sujets, c'est que le concept de « marché du sexe » tend à oblitérer ce qui s'y rencontre n'est pas une offre et une demande désincarnées mais des personnes. Pour commode et suggestive qu'elle soit, l'expression « marché du sexe » simplifie la pensée : elle la focalise sur le moment de la vente de sexe, acte qu'elle isole des autres processus sociaux, réduisant clients et prostitués aux seuls rôles d'acheteur/consommateur et de vendeur/marchandise. Pourtant, les recherches de terrain que nous menons au sein de l'axe Travail et Finances de l'UM 201 ne cessent de confirmer que le marché n'est ni un phénomène, ni une force, *sui generis*. Il s'incarne dans des rapports sociaux construits par des positions qui lui donnent *in fine* sens et corps. De ces positions dépendent la forme et l'enjeu des transactions. C'est la raison pour laquelle l'impact du marché est par essence ambivalent. Comme en témoignent les exemples de l'ouvrage collectif d'Isabelle Guérin, Madeleine Hersent et Laurent Freisse (2010) sur des initiatives économiques de femmes à travers le monde, il est à la fois source d'aliénation et de pouvoir. En d'autres termes, d'objectification des personnes et de renforcement de leur position de sujet.

Il ne fait pas de doute que le fonctionnement du marché tend à renforcer les configurations dominantes. Les éditrices de l'ouvrage *Rethinking Commodification* (Ertman et Williams, 2005 : 1-7) rappellent que ceux qui sont « objectifiés » (ou pensés comme tels) par la marchandisation appartiennent le plus souvent aux classes subalternes tandis que ceux qui en contrôlent les termes renforcent leur position de décideurs. Et c'est évidemment lorsqu'elles ont le plus besoin d'argent que les femmes sont les plus vulnérables. En même temps, un certain nombre d'études de cas (voir par exemple celles recensées par Tabet, 2005) montrent que les revenus du sexe peuvent permettre aux femmes de gagner en autonomie et d'échapper

partiellement à leurs dépendances et assignations subordonnées. L'argument a pu être taxé de résolution cynique au problème de l'emploi féminin (Raymond, 1998). En même temps, rejeter la marchandisation du sexe dans la sphère de l'illégitime ne fait qu'approfondir la subordination des femmes.

Bref, le marché reflète et renforce les relations sociales mais il n'est pas toutes ces relations. Le problème ne réside donc peut-être pas tant dans la nature de ce qui est marchandisé (et si cela est bien ou mal) mais dans la question de savoir qui contrôle le processus. C'est bien là l'enjeu des revendications en faveur de la professionnalisation de la prostitution lorsqu'elles insistent sur les bénéfices sociaux et juridiques ainsi que sur le profit subjectif de cette reconnaissance comme conditions nécessaires d'une meilleure position des personnes prostituées pour affronter le pouvoir ambivalent du marché.

Quelle est l'autonomie du vendeur ? Quelle est sa marge de manœuvre dans l'organisation pratique de la transaction et la définition de ce qui est cédé ? Ce n'est qu'ancré dans des configurations et des pratiques concrètes que le débat théorique sur la prostitution peut prendre tout son sens. Penser les processus de marchandisation à l'œuvre dans la prostitution implique donc de remettre en scène des modes d'organisation, des processus d'appropriation et de redistribution des bénéfices (ce que Van der Veen, 2001, appelle des processus de classe). Autant de dimensions qui échappent au pouvoir d'évocation de l'image d'un marché du sexe.

L'organisation de la prostitution

En confondant une activité avec ses conditions d'exercice (Toupin, 2006), la conception de la prostitution *per se* comme un esclavage sexuel pousse à son terme l'essentialisation d'un phénomène prostitutionnel détaché de son organisation concrète. Pourtant, seule une partie des prostitués exerce dans des conditions proches de l'esclavage : ceux qui sont la propriété d'un tiers qui décide des termes de la prostitution (quels services, pour qui, à quelle fréquence et à quel prix) et en accapare la plus-value, ne laissant aux prostitués que de quoi survivre. À l'autre extrémité, on rencontre des personnes prostituées indépendantes qui s'approprient la plus-value de leur travail. Elles en décident les termes ; il n'y a ni accès total au corps, ni consommateur souverain. Bien sûr, la pression économique réduit sensiblement la marge de manœuvre, mais c'est vraisemblablement dans cette configuration que la sexualité peut devenir un service, une source de pouvoir plus que de dégradation². Malgré leurs limites (nous verrons qu'ils

2. Quelque part entre les deux, on rencontre ce que Marjolein Van der Veen (2001) qualifie de procès capitaliste de classe : un tiers (par exemple un tenancier) achète la force de travail du travailleur sexuel pour le revendre à un client. Cet intermédiaire s'approprie une partie de

peinent à restituer la complexité de la position des femmes des maisons closes boliviennes), ces idéaux types ont l'avantage de préciser l'appréhension de la prostitution féminine comme subordination de la classe des femmes à celle des hommes. En restituant les paramètres concrets de cette subordination, ils permettent d'évaluer les conditions de l'agentivité, donc du surgissement du sujet.

Au-delà des conditions de production du service sexuel et d'appropriation de ses gains, se pose aussi la question du sens que l'on donne à la transaction. Contrôler le déroulement concret de l'échange signifie aussi contrôler ses significations. Le sens de l'échange participe des rapports sociaux qui l'encadrent. Comme l'ont montré un certain nombre de sociologues du marché (Kopytoff, 1986 ; Radin, 1996 ; Joseph, 2005), toute marchandise est multivalente : elle possède des sens multiples où alternent et/ou se superposent des significations marchandes et non marchandes. Il en va de même pour les rapports sociaux qui encadrent la transaction. En soi, la présence de monnaie ne dit rien ni de la nature des échanges, ni de celle des rapports sociaux qui les constituent ; ce n'est pas l'argent qui fait la relation marchande (Zelizer, 2005). La signification sociale, économique ou émotionnelle des activités marchandes n'est donc pas intrinsèque à la marchandisation. Refuser ou promouvoir la signification marchande de quelque chose est donc une opération culturelle, une construction et un processus social (Douglas et Isherwood, 2008). Le résultat en est par nature instable. Il convient donc non seulement de rapporter ce processus à une configuration donnée de l'exercice de la prostitution, mais aussi de se demander à quelles positions correspond l'interprétation d'un corps-objet consommable par la médiation de l'argent. À celle du client ? De la personne prostituée ? Ou à celle de la société qui les pense ?

La définition de ce qui est marchandisé

S'approprier un corps, en soumettre la volonté par l'achat, peut être un fantasme masculin. Nombre d'études et de récits sur la prostitution montrent cependant qu'il ne correspond qu'à une certaine clientèle, qui n'est pas majoritaire. La plupart des hommes ne cherchent pas à maîtriser le corps d'une femme, au point que, comme nous le verrons dans le cas de Potosi, ils acceptent de devenir les jouets de leurs propres désirs. Plus généralement, le sens de la rencontre se négocie entre client et prostitués. Si ces derniers peuvent avoir intérêt à mettre en scène une rencontre « objectifiante », – offrir mécaniquement son corps au service de la relation sexuelle – il s'agit d'un choix ou d'une contrainte contextuels, pas d'un impératif intrinsèque de

la plus-value et la liberté de la personne prostituée sur les prix, les gains, les rythmes et les services est bien moindre que dans la figure du prostitué indépendant.

la relation prostitutionnelle. À la différence des passes de rue, dans les établissements de prostitution, bars, discothèques ou maisons closes, la relation est difficilement furtive. À Potosi, elle prend souvent la forme d'une relation au long cours où les femmes ne peuvent soutenir sur la durée une posture d'objet passif de consommation. Elles vont alors mettre en scène un éventail de comportements qui vont de l'indifférence à la séduction en passant par l'agression et un semblant de rencontre anodine entre un homme et une femme. Le choix, car c'en est un, dépend de la solvabilité du prétendant, de l'évaluation de ses attentes, de la stratégie la plus à même de lui soutirer un maximum d'argent, ou de la nécessité de désamorcer les velléités autoritaires de certains hommes. D'autres fois, il est tout simplement guidé par le plaisir ou le déplaisir de la compagnie du client. De sorte que même lorsque les prostituées semblent se soumettre au désir des hommes, ces derniers n'acquièrent pas une véritable maîtrise sur les femmes. Ils accèdent uniquement à « une représentation pré-arrangée d'une telle maîtrise » (Löwy, 2003-4, notre traduction). Cette mise en scène, bien plus que l'acte sexuel lui-même, est considérée par les femmes de Potosi comme l'essence de leur travail. Les clients ne sont d'ailleurs pas dupes. Et « le fantasme de la domination mâle vendu par la prostituée est en fait subverti au moment même où il est joué » (Löwy, *Ibid.* : 101). De sorte que l'hypothèse de souveraineté du client consommateur est éminemment problématique : ce à quoi il accède est grandement contrôlé par les prostituées. L'emploi du terme « production sexuelle » dans le titre de ce texte vise justement à insister sur le rôle déterminant des prostituées dans la définition et l'organisation des enjeux de la relation prostitutionnelle. En produisant cette relation, les femmes se produisent également elles-mêmes en tant que sujets (Garofalo, 2009). La conception de la prostitution comme « travail émotionnel » (Chapkis, 1997) restitue cette dimension qui éloigne le spectre d'une cession globale de la personne, sauf en cas de sujétion totale de la prostituée à un intermédiaire.

Une lecture trop binaire en termes d'achat/vente, de sujet consommateur/objet marchandisé (et leurs corollaires implicites : domination/soumission, actif/passif) tend ainsi à nous faire prendre l'ombre pour le corps. Sans être toujours fautive, la vision de la femme comme victime subordonnée à la domination masculine oblitère la possibilité, pour une grande partie des prostituées, de s'approprier à leur avantage les mécanismes de la transaction économique-sexuelle, de contrôler (même partiellement) son sens et donc, ce qui se joue dans leur subjectivité. C'est ce que nous allons essayer de démontrer au travers de l'exemple concret de la prostitution en maisons closes dans la ville de Potosi où la relation prostitutionnelle implique un va-et-vient permanent entre les positions des

femmes et celles de leurs clients, qui se font chacun tour à tour objet et sujet d'une économie du désir et de ses subversions.

La prostitution en maison close à Potosi

La réflexion est ancrée dans le fonctionnement particulier des maisons closes de Potosi où l'enquête a été menée de 2005 à 2009. Il s'agit de petits établissements populaires qui fonctionnent comme des bars et accueillent une dizaine à une vingtaine de femmes. La plupart ont entre 20 et 30 ans ; elles proviennent de l'ensemble du pays mais surtout des zones urbaines. Si les femmes entrent jeunes en prostitution, celle-ci succède généralement à une trajectoire professionnelle qui a commencé bien plus tôt, vers 12-13 ans, dans l'emploi domestique, lequel ne signifie pas forcément l'arrêt des études. La succession d'emplois mal rémunérés, des relations familiales difficiles, la sortie de la domesticité et du contrôle des patrons, l'attrait de la liberté et des distractions juvéniles et une grossesse précoce, sont des enchaînements récurrents sur le chemin des maisons closes. L'impossibilité de rembourser une dette (ou un microcrédit) peut également jouer. La rencontre avec une « amie » qui éblouit les jeunes femmes avec son argent avant de leur proposer de travailler comme serveuse – il s'agit parfois d'une intermédiaire qui touche une commission – est presque toujours présentée comme l'événement déclencheur de l'entrée en prostitution³. Une fois sur place, l'emploi de serveuse devient un emploi d'entraîneuse puis de prostituée. Cela dit, aucune de la cinquantaine de femmes avec lesquelles nous avons discuté de leur entrée en prostitution, ne l'a présentée comme une véritable équivoque. Toutes reconnaissent qu'elles savaient où elles mettaient les pieds ou, tout du moins, qu'une fois compris, elles l'ont accepté. Bien sûr, la traite coercitive existe en Bolivie, mais elle ne concerne qu'une fraction minime des femmes, notamment des mineures et dans les établissements clandestins qui échappent aux contrôles policiers.

En effet, la Bolivie est un pays réglementariste en matière de prostitution. Les ordonnances municipales qui régissent le fonctionnement des maisons qui ont pignon sur rue s'inspirent mot à mot de leurs paires européennes des XIX^e et XX^e siècles. L'exercice de la prostitution y est sujet à un examen médical obligatoire et au port d'un carnet de santé contrôlé lors de rafles. Cependant, depuis la fin des années 1990, le régime d'enfermement est peu à peu tombé en désuétude. Désormais, les femmes sont libres de sortir, de changer d'établissement, de déménager, d'abandonner ou de reprendre la prostitution comme bon leur semble, sans nécessiter de sauf-conduit policier. Avec la fin de l'assignation à résidence des femmes, les tenanciers ont perdu

3. Parfois les propriétaires recrutent eux-mêmes dans les discothèques ou les gares routières, voire par le biais d'agences de placement sous couvert d'emplois de serveuse.

leur principal instrument de coercition : l'ouverture à la concurrence les incite désormais à mieux traiter leurs pensionnaires de peur de voir leur établissement déserté. Cette configuration ménage aux femmes une liberté certaine quant au rythme du travail, au choix des pratiques et des clients. Seules celles qui bénéficient d'une chambre dans l'établissement (pas celles qui vivent en ville) sont tenues de respecter des horaires, de 20 heures ou 21 heures jusqu'à la fermeture, un peu avant l'aube. Et bien sûr, de faire un minimum de bénéfices (en passes et en boissons) pour faire tourner la maison. Il est rare cependant que les tenanciers exigent plus que la routine. Les moins motivées s'exposent tout au plus à une remontrance, tant la quantité de femmes présentes est nécessaire au prestige de la maison. Ceci dit, les tenanciers peuvent à tout moment décider unilatéralement de se séparer d'une femme, par exemple si elle est jugée trop conflictuelle. Aucun contrat écrit ne régit en effet la relation entre prostituée et tenancier basée sur l'hypothèse d'une convergence d'intérêts.

Quels rapports de classes ?

À Potosi, le tarif des relations sexuelles est fixé par l'usage à cinquante pesos boliviens négociables (cinq euros), dont dix reviennent à l'établissement, quel que soit le prix finalement déboursé par le client. Les femmes touchent également une commission – un tiers du prix environ (0,50 euro pour une bouteille de bière) – sur la consommation d'alcool de leurs clients. Si l'on s'en tient à la typologie de Marjolein Van der Veen (2001) que nous avons exposée, l'organisation de la prostitution dans les maisons closes de Potosi se situe quelque part entre le procès capitaliste et le travail indépendant. L'emprise des tenanciers sur le travail existe mais il est limité et concerne principalement le respect des horaires. Surtout, alors que la rémunération de l'activité d'entraîneuse s'apparente à un travail à la tâche (un fixe est reversé à la femme sur chaque boisson consommée), lors des passes c'est le tenancier qui touche un fixe pour le prêt de la chambre destinée aux relations sexuelles. De fait, il est d'usage que ce soit le client qui verse ce droit d'usage directement à l'administrateur qui se tient derrière le comptoir. Hormis la location de la chambre, la femme perçoit alors la totalité des bénéfices de la passe (sans obligation d'en indiquer le montant au tenancier) ; c'est en tant que propriétaire des locaux et non de la prostituée ou de son travail, que la maison prélève sa part. Cette configuration est similaire à celle des prostituées de rue (dites indépendantes) qui payent, à chaque passe, l'usage de leur chambre d'hôtel. En cas de sortie hors de l'établissement avec un client, le tenancier se comporte en revanche comme l'usufruitier du corps productif de la prostituée : il exige du client une somme forfaitaire (indépendamment de celle négociée par et pour la femme) calculée selon la rentabilité de « l'employée » afin de compenser –

largement – son manque à gagner. Tout du moins en ce qui concerne la vente de services sexuels (pas les activités d'entraîneuse), la position des femmes oscille donc entre un statut d'indépendante qui reverse un droit d'exercer dans l'établissement et celui d'une employée dont la force de travail et sa plus-value sont en partie appropriées par le tenancier quand il joue un rôle d'intermédiaire avec le client.

Réel, le contrôle des femmes sur leurs pratiques et leurs revenus explique qu'elles refusent avec force l'idée qu'elles seraient des objets livrés à la libido masculine comme le leur présentent parfois leurs interlocuteurs institutionnels (services de santé, associations d'aide aux femmes, etc.). Et c'est dans cette configuration particulière qu'il nous faut interroger l'interprétation de la prostitution comme rencontre entre un objet de consommation et un sujet consommateur, qui prolonge l'appropriation du corps (productif et reproductif) des femmes par la classe des hommes. Si en amont, c'est bien de cela qu'il s'agit – du faible taux d'étude et de revenus des femmes boliviennes, de leur dépendance aux salaires masculins (le travail des femmes mariées hors de la maison est parfois mal vu dans les milieux populaires) et de leur assignation au statut de servante d'une sexualité masculine naturalisée –, cette approche macro ne permet pas de comprendre ce qui se joue concrètement dans la relation prostitutionnelle et notamment dans les espaces de liberté, où – y compris dans des situations d'oppression – les individus exercent leur pouvoir de sujet. Ces interstices n'abritent pas que des processus subjectifs. Dans les maisons closes de Bolivie, entre les chantages au désir, les cadeaux et les vols, l'idée même de tarif s'évapore et, avec elle, celle d'une transaction marchande conventionnelle au sens d'un paiement qui donne droit à un bien ou un service. Confrontés à cet état de fait, les hommes se retrouvent rapidement objets de leurs propres désirs et... de leurs frustrations !

La rébellion de l'objet du désir

Dans les maisons closes de Potosi, très peu d'hommes viennent juste pour « tirer un coup ». La plupart préfèrent passer de long moment à boire en compagnie des femmes ; un certain nombre ne franchira d'ailleurs jamais la porte de la chambre réservée aux relations sexuelles. L'exercice peut devenir rapidement fastidieux pour celles qui se retrouvent obligées de supporter la compagnie d'interlocuteurs éméchés et d'humeur potache, ou de prêter une oreille, même distraite, aux monologues de clients en mal de confidences. Bien sûr les femmes s'échappent parfois mais on les surprend rarement le regard dans le vague. A *contrario* de cette présence-absence, du morcellement qui permettrait de scinder ce qui serait livré comme un objet au désir du client de la personne même de la prostituée, laquelle peut se donner à voir dans les passes furtives, c'est par leur engagement physique et

émotionnel que les femmes que j'ai rencontrées préservent et affirment leur condition de sujets : prendre la main sur la relation prostitutionnelle, la construire comme un prolongement du soi, la rendre non seulement supportable, mais souvent même intéressante. Certaines fois, y compris le plaisir est au rendez-vous. Surtout pour les plus jeunes qui prennent goût à oublier les conditions réelles de la rencontre pour se faire séductrices ou amoureuses ; au risque de s'y perdre et de rêver épouser un de leurs clients. Dans les maisons closes de Bolivie, les femmes jouent donc une double partition, se posant tour à tour comme objet de désir et rejetant avec virulence cette position.

Dans un précédent travail (Absi, sous presse), j'ai présenté plus en détail les stratégies des prostituées de Bolivie pour annuler les prétentions de la sexualité et de l'argent masculins ; c'est-à-dire ce qui autorise les clients à croire que les femmes vont se plier au rôle d'objet de leurs désirs. Ces stratégies sont conçues et nommées comme une domination exercée sur les clients. Celle-ci ne se limite pas à obliger les hommes à boire, à dépenser, ou même à les voler. Il s'agit plus généralement de les humilier. Dominer et maltraiter sont d'ailleurs utilisés comme synonymes. En fait, les clients ne doivent jamais pouvoir penser que leur présence est une faveur faite aux prostituées et les femmes se chargent de leur rappeler sans cesse leur position de demandeurs. La règle veut que ce soit aux hommes de faire le premier pas. Pour peu que l'un d'entre eux s'aventure seul, qu'il soit un peu timide et les blagues fusent, parfois bon enfant, souvent cruelles, sur son apparence, son vêtement, sa façon de parler... Il faut négocier à voix haute, voire mettre le client en déroute : « Une ristourne ? Tu te crois au marché ? » ; « De toute façon avec un tel oiseau... même à l'église on ne ferait pas de miracle. » En faire moins en présence d'autres femmes signifierait que l'on est offerte, une *puta barrata*, une pute bon marché... L'humour grivois des prostituées retourne contre les hommes les armes de leur sexualité triomphante. Entendre des femmes manier un répertoire qu'ils se croyaient réservé laisse les clients sans voix. Sa confiscation participe d'une neutralisation des hommes aux allures de castration. En renvoyant aux clients l'expression la plus vulgaire de leur sexualité, les femmes ne transgressent pas seulement leur rôle de genre, elles dérogent aussi au fantasme masculin de la prostituée soumise et prête à tout par appât du gain. C'est presque malgré elles que les hommes devront continuer à les désirer. On est loin de l'image du client roi.

Une marchandise sans prix en est-elle encore une ?

Dans les maisons closes populaires, la remise en question d'un tarif (un homme paye tant pour tel service sexuel) est une autre stratégie de mise à distance de l'imaginaire de la marchandisation. Dans la pratique, il est

impossible de déterminer ce pour quoi un client paye et ce à quoi il a droit en échange. Un homme arrive, il commande deux bières, son regard croise celui d'une femme qu'il invite à sa table. Elle demande deux autres bouteilles, la conversation s'installe, ils dansent, la femme et l'homme négocient une passe. Une fois dans la chambre, la femme obtient une rallonge. À la sortie, l'homme paye une nouvelle tournée, la femme sollicite l'achat d'une boîte de chocolats auprès d'un vendeur ambulancier... S'il existe un prix de base pour la passe comme pour la consommation d'alcool, la relation qui prend place dans le temps long des maisons closes n'est donc pas à proprement tarifée. Son incommensurabilité se propage tout naturellement aux dépenses masculines dont la seule limite véritable est l'épuisement des ressources. Du point de vue des femmes, apporter de l'argent dans une maison close signifie l'accord tacite de le dépenser. À peine franchi le seuil, l'argent des hommes ne leur appartient déjà plus... C'est ce qui permet au vol de devenir, du point de vue des prostituées, une transaction comme une autre qui ne fait qu'accélérer le mouvement inéluctable de l'argent vers son destin : leur poche. Le vol est donc construit comme un prolongement des transferts économiques de la passe et de la consommation d'alcool ; il fait totalement partie de l'échange prostitutionnel. Avec leur sens habituel de l'humour, les prostituées rappellent qu'à la différence des délinquants, elles commettent leurs larcins en douceur, avec amour et tendresse...

Le chantage économique-affectif qui manipule le désir de devenir un habitué, un client privilégié, et surtout le vol terminent ainsi de déconstruire l'image d'un marché du sexe, qui supposerait un accord sur le coût et l'enjeu de la transaction. Ce que dit la dissolution du tarif c'est que la valeur des femmes comme sujets ne peut se limiter à l'argent qu'elles prennent en échange d'un rapport sexuel. Il en coûtera à l'homme, sommé de payer de sa personne en acceptant d'être humilié. Cette configuration remet en cause l'interprétation classique selon laquelle le paiement prostitutionnel permet au client de se sentir libéré de toute responsabilité vis-à-vis de la personne prostituée et d'acheter « le droit de se consacrer uniquement ses propres désirs⁴ ». De quelle transaction peut être l'objet un sujet qui n'arrête pas d'en renégocier les termes et impose au « consommateur » son point de vue sur l'échange ? Une marchandise sans prix, ni contours établis, en est-elle encore une ? Bien sûr la maltraitance ne caractérise pas tous les échanges. Elle alterne avec des phases de séduction, de relation paisible, et des expressions sincères d'affection et de respect mutuel. Mais elle reste le cadre

4. Voir par exemple, l'article « Quelle est la place de l'argent dans le système prostitutionnel ? » publié sur le site du Mouvement du Nid qui milite en faveur de la disparition de la prostitution. <http://www.mouvementdunid.org/Quelle-est-la-place-de-l-argent> (consulté en juillet 2012).

idéologique qui institue le rapport des clients et des prostituées et sur lequel viennent se greffer les négociations individuelles.

Les interactions particulières que nous venons de décrire sont rendues possibles par l'organisation de la prostitution dans les maisons closes populaires. Là, le contrôle permanent de la sécurité des femmes les autorise à multiplier sans crainte leurs provocations. De plus, ces établissements ne sont pas des maisons d'abattage et les femmes peuvent refuser un client et donc aussi le faire fuir. L'autre raison tient à la proximité sociale des femmes et de leurs clients. Elles sont filles d'artisans ou de commerçants au détail, ils sont petits employés, camionneurs, policiers et, surtout, mineurs. Jusqu'aux avocats ou aux ingénieurs sont d'extraction modeste. Les hommes des milieux sociaux plus élevés préfèrent des établissements plus huppés, les karaokés ou les salons de massages (inexistants à Potosi) où la subordination de classe est plus saillante⁵.

La prostitution peut contribuer au renforcement de la position de sujet

À la différence des techniques qui visent à contrôler physiquement et émotionnellement la relation prostitutionnelle (la maîtrise d'un soûlard ou d'un client violent, la mise en veille de certains affects, etc.), les interactions que nous venons de décrire ne sont pas à proprement parler des stratégies de résistance qui visent à rendre la prostitution plus sûre et supportable. Alors que les premières relèvent d'un travail intérieur, invisibles pour les clients, les pratiques, souvent humiliantes, des prostituées de Potosi impliquent la participation consciente des hommes. La magnanimité, dépenser et donc aussi se faire voler sans – trop – y regarder, est une expression attendue de la masculinité en Bolivie. En même temps, prendre son mal en patience équivaut à admettre une certaine subalternisation. Visiblement érogène (les femmes disent que plus on les maltraite, plus les hommes reviennent !), la maltraitance semble aiguïser un désir de dépassement incarné dans la transformation en client privilégié. Le fantasme de devenir objet du désir de la prostituée rend les hommes vulnérables. Ils se retrouvent prisonniers de leur propre désir et acceptent, de ce fait, d'aliéner leur souveraineté de sujet consommateur.

5. Quant aux imaginaires de la race, ils jouent plutôt en faveur des femmes dans les villes de Cordillère comme Potosi. Une grande partie de celles qui s'y prostituent est issue des basses terres tropicales. L'érotisation de cette origine géographique pourrait approfondir le statut d'objet naturalisé de désir des femmes si elle n'était pas aussi culturellement valorisée. Reprenant les stéréotypes ethniques populaires (en partie intériorisés par les clients), ces femmes, le plus souvent issues d'un milieu urbain, considèrent leurs clients issus de la migration rurale comme frustrés et coincés, et ne se privent pas de le leur faire savoir.

Ainsi, dans leurs relations avec leurs clients les femmes expérimentent de nouvelles positions qui rompent avec leurs assignations de genre et renforcent leur rôle d'agent. Elles prennent conscience du caractère contingent, et donc potentiellement réversible, de certaines expressions de la domination masculine. La plupart soulignent d'ailleurs avoir énormément appris de l'expérience prostitutionnelle, notamment à ne plus se laisser faire par les hommes. Bien sûr « la prostitution reste un métier féminin traditionnel inséré dans des rapports de classe entre femme et hommes » (Tabet, 2005 : 90). Mais les espaces de négociation qu'elle préserve – sous certaines conditions d'exercice – permettent une réappropriation du corps et un approfondissement de l'agentivité. Les revenus de la prostitution jouent un rôle central dans ce processus qui touche à l'autonomie.

Nous l'avons dit, le travail et la génération de revenus ne débutent pas avec la prostitution. Mais même précaires et relativement faibles dans les établissements de l'enquête, ses revenus restent bien supérieurs à ceux de l'emploi domestique (50 à 100 euros) qui constitue le principal emploi des femmes non diplômées du supérieur et le principal référent subjectif de leur valeur sur le marché du travail⁶. Surtout, à la différence des salaires et des gages, les revenus de la prostitution sont potentiellement illimités, plus encore si on prend en compte le vol. Ils permettent donc de penser une capitalisation, difficilement envisageable dans d'autres contextes, pour ouvrir un commerce par exemple. L'entrée en prostitution accompagne ainsi un projet d'ascension sociale individuelle qu'interdisent par ailleurs les maigres salaires d'employée de maison, dans la restauration ou le petit commerce ainsi que la dépendance envers les hommes, pères et maris. Une fois en ménage, l'accès des femmes des milieux populaires boliviens au marché du travail est en effet freiné par leurs époux dont le statut – pourtant rarement réalisé – de pourvoyeur de revenus assure la domination. C'est là un des principaux motifs de la violence conjugale envers les femmes. Ces dernières se voient alors contraintes d'invisibiliser leur travail et leurs revenus afin de ne pas désavouer trop ouvertement le monopole masculin de génération des revenus du foyer (Absi, 2007). À l'inverse, les prostituées, même en couple, jouissent d'une grande liberté pour gérer leur argent.

6. Il est très difficile d'évaluer les entrées des femmes qui se prostituent. D'abord parce qu'il y a de bonnes et de mauvaises nuits ou semaines. Ensuite parce que les valeurs déclarées servent d'abord à démontrer sa valeur (elles sont alors surévaluées) ou à démontrer le caractère sacrificiel de la prostitution (elles sont alors sous-évaluées). Selon une enquête menée à Potosi dans les années 2000, la moitié des femmes déclare gagner entre 1 000 et 2 000 boliviens, soit environ 100 à 200 euros (Reyna Reyes, 2002 : 68). Par comparaison, au moment de l'enquête, un petit fonctionnaire ou un chauffeur gagnaient quelque 1 500 boliviens par mois et 50 boliviens représentaient le salaire journalier d'un manoeuvre. À elle seule, une passe de 50 boliviens permettrait donc de satisfaire le principal enjeu de l'entrée en prostitution : gagner plus que dans l'emploi domestique.

Évidemment, elles ne se soustraient pas totalement aux assignations de genre. Nous y reviendrons, la société urbaine attend d'elles la même chose que de toute femme : de la retenue, de l'altruisme, un sens de la famille, qui norment le destin des revenus féminins selon ce qu'Isabelle Guérin (2002) a conceptualisé comme la dimension sexuée de la monnaie. Reste que les gains des prostituées échappent à la vigilance quotidienne des hommes. La manière dont elles les dépensent, leur consommation, vient alors signer le succès de l'entreprise prostitutionnelle, affirmer la rationalité de leur parcours et revendiquer une certaine égalité par ailleurs mise à mal par leur position de femmes issues des milieux populaires.

Dans une société empreinte d'idéologie marchande comme l'est la Bolivie, malgré leurs défaillances et leur rôle dans l'approfondissement des inégalités, le marché et la consommation distillent aux subordonnés la promesse, parfois tenue, d'une reconnaissance sociale en partie libérée des dépendances et des assignations. La consommation et la monstration de ce qu'elle permet d'acquérir parachèvent la construction et l'affirmation de la valeur des prostituées qu'elles négocient en amont avec leurs clients. Leur valeur comme femme donc, en partie signifiée par le résultat chiffré de leurs services sexuels ⁷ (« avant avec mon mari c'était gratuit, et il ne disait même pas merci » soulignait une de nos interlocutrices). L'autre composante étant liée à leur statut de mère et de fille – puisqu'une grande partie des revenus est destinée aux familles – et plus généralement à celui de travailleuse. On ne travaille pas que pour l'argent. Cependant, comme le souligne Nikolas Rose ⁸ cité par Sophie Day dans son article sur l'esprit d'entreprise des prostituées londoniennes (1994 : 51), c'est la valeur symbolique des revenus qui finit par donner du sens à la subjectivité que le travail acquiert ou refuse. Et il est vrai que l'une des principales difficultés rencontrées par les prostituées est leur stigmatisation. Hors des maisons closes, difficile de faire valoir son effort, ou tout simplement de partager le récit de sa journée, lorsque l'on vend du sexe. Ce n'est que transformé en biens de consommation que l'origine de l'argent de la prostitution peut se défaire de sa charge négative. On retrouve ainsi dans la consommation des prostituées cette fonction socialisatrice que Maurice Halbwachs (1912, 1933) avait mise en évidence pour les ouvriers en Europe et aux États-Unis. Face à un métier tout sauf intégrateur, la consommation des prostituées joue à fond son rôle de revendication de participation à la société dans un monde où, tel que l'analyse l'article de Bernard Hours dans ce même ouvrage, l'économie

7. Cette réflexion fait écho aux enjeux de l'estimation comptable de la valeur du travail domestique des femmes par certains économistes dans le but d'obtenir sa reconnaissance de cet apport invisible.

8. Rose Nikolas, 1992 : "Governing the enterprising self" in Heelas P. et P. Morris (eds.) : *The Values of the Enterprise Culture : the Moral Debate*, Londres, Routledge.

tend à se substituer au politique dans l'expression de la citoyenneté. Tandis que l'expérience de la prostitution participe de la prise de conscience du sujet individuel, la consommation qu'elle permet renforce la position des prostituées comme sujet social. Encore faut-il pour cela affronter l'illégitimité attribuée aux revenus de la prostitution.

La dilapidation comme évaluation morale de la consommation des prostituées

Le rôle de l'argent dans l'expérience de la prostitution est un motif récurrent des écrits sur le sujet. Un rapide tour d'horizon suggère cependant que la plupart s'intéressent moins à la manière dont les femmes gèrent concrètement leur argent et à ce qu'elles en font (à l'exception notable du travail de Sophie Day, 1994) qu'à souligner son destin le plus singulier : lorsque l'argent « brûle » les doigts des prostituées.

Il est vrai qu'on observe chez les prostituées boliviennes des pratiques qui peuvent être interprétées comme de la dilapidation, lorsqu'elles prennent en charge d'abondantes tournées le dimanche dans les bars notamment, ou qu'elles accumulent des vêtements dont certains ne seront jamais portés. Mais ces comportements dispendieux ne caractérisent pas toutes leurs dépenses. La focalisation sur cet aspect et le peu d'intérêt porté aux autres investissements, semblent relever d'un biais idéologique. Dans leur *Anthropologie de la consommation*, Mary Bouglas et Baron Isherwood (2008 : 81) montrent que les choix de consommation, la manière dont les gens dépensent leur argent, reflètent des jugements moraux. La dimension sexuée de la monnaie renvoie à la dimension de genre qui oriente ces jugements puisque les hommes et les femmes ne se sentent pas sommés d'utiliser pareillement l'argent. J'ajouterai que la manière dont ces dépenses sont perçues, y compris par les anthropologues et les sociologues, est également empreinte de considérations morales. Dans le cas des prostituées, elle tend à refléter l'illégitimité attachée à la vente de services sexuels ainsi qu'une certaine manière de penser ce que devrait être le mode de consommation correct d'une femme, et plus encore d'une femme pauvre. Aux injonctions morales du genre s'ajoutent en effet celles de la position économique.

Les raisons les plus fréquemment invoquées pour expliquer la dilapidation sont psychologiques. Dilapider rapidement l'argent de la prostitution permettrait, en effaçant la souillure de la sexualité vénale, de le blanchir et de compenser par la jouissance de la compulsion le poids de ses origines troubles. Des études menées en France notamment (par exemple Deschamps, 2001) montrent que cette interprétation est souvent partagée par les personnes prostituées elles-mêmes qui peinent à subvertir la conception hégémonique de l'illégitimité de la sexualité vénale. En Bolivie cependant,

l'idée que l'argent de la prostitution serait souillé par la vente de services sexuels, et qu'il faudrait s'en défaire le plus rapidement possible, est inconnue⁹. De fait, les prostituées boliviennes n'opèrent pas de véritable séparation, ni dans l'usage, ni dans les significations, entre l'argent de la prostitution et celui qu'elles peuvent obtenir par ailleurs. Cette segmentation, que Viviane Zelizer (2005) nomme le marquage de l'argent, permet aux personnes de donner une valeur sociale et morale, et donc de manipuler différemment leurs revenus, en fonction de leur origine et/ou de leur destin. Dans le cas des prostituées de Bolivie, elle ne s'applique qu'aux revenus du vol. À la différence de ceux de la sexualité vénale, les bénéfices des larcins sont considérés comme particulièrement volatiles parce que mal acquis. En même temps, l'argent du vol, comme tous les revenus importants obtenus (par exemple le cadeau monétaire d'un client particulièrement généreux) est aussi celui qui donne lieu à la capitalisation. Il peut déboucher sur l'ouverture d'un compte en banque, voire, s'il est conséquent, l'achat d'un terrain ou un prêt d'argent en échange de l'usage d'un logement¹⁰.

Sans être fausse, l'interprétation symbolique de la volatilité des revenus de la prostitution escamote une caractéristique bien plus concrète qui en est responsable en grande partie : celle d'être de l'argent exclusivement cash (un « prêt à dépenser ») qui s'obtient au jour le jour, pour ne pas dire minute après minute. L'absence de revenus fixes rend la dépense d'autant moins douloureuse qu'un nouveau gain peut la compenser l'instant suivant. L'espoir que ce soir la chance sera au rendez-vous (à quoi bon sinon aller travailler ?) incite les prostituées à projeter se refaire aussi vite qu'elles se départissent de leur argent. Dépenser est ainsi une manière d'actualiser sa motivation, de rester mobilisée. De plus, mener une vie instable coûte cher. Les femmes changent fréquemment de ville, elles doivent manger et se divertir à l'extérieur et donc en société, ce qui entraîne des invitations réciproques. Créer de la dette sociale dans un contexte où la seule sécurité juridique est celle du réseau social est cependant loin d'être un calcul irrationnel.

Pourtant, au-delà des dépenses visibles, une grande partie de l'argent est envoyée aux familles pour l'entretien des enfants, la construction d'une maison, l'amélioration de celle des parents, ou la participation au capital d'un commerce familial. Ces dépenses favorisent une nouvelle position et un

9. Les choses sont en fait un peu plus compliquées. L'idée que l'argent de la prostitution est porteur d'une souillure existe bien, mais elle est perçue comme antérieure à la relation sexuelle. Elle provient du détournement par les hommes des revenus qui reviennent de droit à leurs foyers. Parce qu'elles sont mères, les prostituées vont alors opérer une sorte de rédemption de l'argent, réinjecté dans les circuits de la reproduction sociale par leurs dépenses familiales (voir Absi, sous presse).

10. Cette pratique courante en Bolivie répond à la figure légale de l'*anticretico*.

nouveau statut au sein des familles qui font souvent semblant d'ignorer l'origine de ces revenus. Les femmes deviennent des pourvoyeuses respectables. Angine, aujourd'hui âgée d'une trentaine d'années, a souffert toute sa vie du mépris et des insultes (paresseuse, pute, etc.) de sa mère, notamment suite à sa grossesse précoce. Aujourd'hui, elle est en train d'agrandir la maison familiale dans les faubourgs de Cochabamba grâce aux revenus de la prostitution, ce que ses parents soupçonnent sans oser en parler. Alors qu'elle rapportait de quoi acheter les fenêtres, sa mère se serait exclamé : « Et moi qui t'ai tellement maltraitée ! » Alors qu'elle me racontait l'épisode, la jeune femme n'en revenait toujours pas : c'était la première fois qu'elle se sentait reconnue par sa mère.

Au final, hormis leurs excès festifs, les dépenses des prostituées boliviennes n'ont rien de très ostentatoire. Leurs premières acquisitions témoignent de leurs frustrations de jeunes filles et du projet d'indépendance où s'inscrit souvent l'entrée en prostitution : des habits neufs plutôt que ceux hérités des aînés, un lit, une armoire, un téléviseur, une cuisinière... Les femmes ne fréquentent ni les restaurants ni les boutiques chic des centres villes auxquels elles préfèrent les marchés ; leurs enfants vont dans des collèges publics, et elles achètent leurs cosmétiques à crédit auprès de vendeuses ambulantes. Ce n'est pas tant dans la qualité des biens consommés que dans la quantité de certains d'entre eux que se manifeste le changement d'échelle permis par la prostitution : avoir plus d'habits (de mauvaise qualité) que nécessaire, manger sans restriction, boire, inviter à sa tournée... À bien y regarder, les prostituées se comportent comme n'importe quelle personne de leur classe qui améliore ses revenus. Leurs dépenses n'apparaissent excessives qu'en relation avec la parcimonie des « pauvres » : celle réelle dictée par la pénurie, mais aussi celle que la morale assigne aux plus démunis. Dans ce même ouvrage, l'article d'Isabelle Guérin souligne combien les recherches académiques continuent de considérer que les pauvres ne consomment que pour subsister. Dans l'opinion commune, cette proposition se traduit par l'idée qu'un pauvre ne devrait consommer que pour survivre. Dans le cas contraire, il est perçu au mieux comme un être irrationnel, au pire comme un faux pauvre, un profiteur (si sa condition motive des aides institutionnelles).

Dans le cas des prostituées, la critique de leur consommation ostentatoire est liée à l'interprétation que, pour être morale, c'est-à-dire non vicieuse, la prostitution doit être motivée par la misère. Une fois obtenus les premiers bénéfices, les femmes ne devraient avoir en tête que d'en sortir et dédier tous leurs gains à une reconversion. Autrement, si leur consommation est irrationnelle et stérile, elles cessent d'être des victimes respectables pour devenir coupables et, pour que la morale soit sauve, passibles de jugement. C'est oublier que l'existence d'une contrainte économique impérieuse pour

expliquer l'entrée en prostitution n'est pas fausse, mais que l'urgence n'explique pas tout. La prostitution peut permettre de faire face à un coup dur, mais toutes les prostituées ne sont pas désespérées. De fait, la plupart ne proviennent ni des milieux les plus pauvres ni les moins éduqués. Plus que la misère, c'est la frustration face au marché du travail qui ne tient pas ses promesses qui motive des femmes souvent bachelières à franchir le pas. Le reconnaître équivaut à attribuer à l'entrée en prostitution une certaine rationalité dans un projet d'ascension sociale.

À la parcimonie morale du pauvre s'ajoute donc celle attendue des femmes. Qu'un pauvre dépense son argent dans un bar, qu'il « dilapide » les revenus du foyer, reste malgré tout plus concevable lorsqu'il s'agit d'un homme. Les prostituées sont également montrées du doigt parce qu'elles payent des tiers pour assumer les tâches qui reviennent traditionnellement aux femmes : garder leurs enfants, laver leur linge, nettoyer leur chambre, manger à l'extérieur... Requises par la disponibilité permanente qu'implique leur activité, ces pratiques apparaissent comme un luxe dans un milieu où les femmes sont plus habituellement employées que patronnes. Elles alimentent l'idée que les prostituées sont des paresseuses, des ambitieuses aussi qui refusent de se contenter du salaire d'une employée domestique ou des revenus d'un mari et d'assumer les devoirs qui vont avec. On le sait, ce n'est pas seulement lorsqu'elles enfreignent les normes sexuelles mais plus généralement les règles de la division genrée du travail, et donc la dimension sexuée de la monnaie, que les femmes sont des putes (Pheterson, 2001). Les prostituées apparaissent donc doublement coupables et incapables, et comme pauvres, et comme femmes. Au risque d'oublier que de claquer son argent comme un riche et comme un homme est aussi un moyen de sortir de l'enfermement subjectif de la pauvreté et du genre.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABSI Pascale, 2007 : « Il ne faut pas mélanger les fortunes : Travail, genre et revenus chez les commerçantes de Potosi », in HERNANDEZ, OULD-AHMED, PAPAIL, PHÉLINAS (ed.) : *Turbulences monétaires : L'Amérique latine dans une perspective comparée*, Paris, L'Harmattan, p. 355-393.
- ABSI Pascale, [sous presse] : « De la subversion à la transgression. La valeur de l'argent dans les maisons closes de Bolivie », in BROQUA C., DESCHAMPS C. et KRAUS C. : *Transactions sexuelles* [titre provisoire], Paris, Éditions de l'EHESS.
- BOURDIEU Pierre, 1994 : « Le corps et le sacré », *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, n° 104.

- CHAPKIS Wendy, 1997 : *Live Sex Acts : Women Performing Erotic Labour*. New York : Routledge.
- DAY Sophie, 1994 : « L'argent et l'esprit d'entreprise chez les prostituées à Londres », *Terrain*, n° 23, p. 99-114.
- DOUGLAS Mary et ISHERWOOD Baron, 2008 : *Pour une anthropologie de la consommation. Le monde des biens* [1979] , Paris, IFM/Regard.
- ERTMAN Martha M. et WILLIAMS Joan C., 2005: "Preface" in ERTMAN Martha M. et WILLIAMS Joan C. : *Rethinking commodification. Cases and Readings in Law and Culture*. New York University Press, p. 1-7.
- GAROFALO Giulia, 2009: *The political economy of sex work in Europe*. PhD, University of East London.
- GUÉRIN Isabelle, HERSENT Madeleine et FRAISSE Laurent (ed.), 2011 : *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale*, Paris, Éditions Erès.
- HALBWACHS Maurice, 2011 : *Le destin de la classe ouvrière* [1912, 1933], Paris, PUF, coll. « Le lien social ».
- JOSEPH Miranda, 2005: "The multivalent commodity: on the supplementarity of value and values", in *Rethinking commodification. Cases and Readings in Law and Culture*. New York University Press, p. 383-402.
- KOPYTOFF Igor, 1986. « The cultural biography of things : Commoditization as process. » In APPADURAI A. (ed.): *The Social Life of Things*. Cambridge : Cambridge University Press, p. 64-94.
- LÖWY Ilana, 2003-2004. « Le débat des féministes sur la prostitution ou éloge de la complexité », *Mouvements*, n° 29, p. 98-101.
- MARX Karl, 1971 : *Un chapitre inédit du Capital* [1867], Paris, Union Générale d'Éditions, coll. « 10/18 ».
- PARENT Colette et BRICKERT Chris, 2005 : « Le travail du sexe dans les établissements de services érotiques : une forme de travail marginalisée », *Déviance et société*, vol. 29, n° 1, p. 33-53.
- PARENT Colette et BRICKERT Chris, CORRIVEAU Patrice, NENGEH MENSAH Maria et TOUPIN Louise, 2010 : *Mais oui c'est un travail ! Penser le travail du sexe au-delà de la victimisation*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 2010, 137 p.
- PHETERSON Gail, 2001 : *Le Prisme de la Prostitution*, Paris, L'Harmattan, « Bibliothèque du féminisme ».
- PRYEN Stéphanie, 1999 : *Stigmate et métier. Une approche sociologique de la prostitution de rue*, Presses Universitaires de Rennes.

- RADIN Jane, 1996: *Contested commodities*. Harvard University Press.
- RADIN Jane and MADHAVI Sunder, 2005: "Introduction : the subject and object of commodification". In ERTMAN Martha M. et WILLIAMS Joan C., *op. cit.*, p. 8-29.
- REYNA REYES Aleyda Rosa, 2002 : *Intervención del trabajo social en la vulneración de los derechos humanos de las TSC en la ciudad de Potosí. Tesis de licenciatura en travail social*, UATF, Potosí.
- SELIM Monique, 2009: « Parades éthiques et marché », *La Revue*, n° 4, www.lrdp.fr, mis en ligne en septembre 2009.
- RAYMOND Janice, 1998 : *Légitimer la prostitution en tant que travail. L'Organisation Internationale du Travail (OIT) appelle à la reconnaissance de l'industrie du sexe*. Traduction française de DUBOIS Bernice et MARCOVICH Malka. <http://www.sos-sexisme.org/infos/oit.htm>
- TABET Paola, 2005: *La grande arnaque : Sexualité des femmes et échange économique-sexuel*, Paris, L'Harmattan.
- TOUPIN Louise, 2006 : « Analyser autrement la "prostitution" et la "traite des femmes" », *Recherches féministes*, vol. 19, n° 1, p. 153-176.
- VAN DER VEEN Marjolein, 2001: "Rethinking Commodification and Prostitution : An Effort at Peacemaking in the Battles over Prostitution", *Rethinking Marxism*, volume XIII, Number 2.
- ZORGIANNOU Dimitra, 2009 : « La prostitution dans le monde capitaliste », 10 p. http://gree.univ-nancy2.fr/digitalAssets/51820_Zorgianou.pdf
- ZELIZER Viviana, 2005: *The purchase of intimacy*. Princeton University Press.